



70 ans de combats pour l'unité de la classe ouvrière et contre le racisme

24 août 2024

Voilà 28 ans que nous nous rassemblons pour commémorer l'intervention policière à la hache contre les sans-papiers de Saint-Bernard, symbole de notre lutte commune pour l'égalité des droits et la libre circulation. 28 ans de souvenirs, mais surtout 28 ans de luttes, difficiles, contre les gouvernements successifs.

Et pourtant **c'était loin d'être le début** !

Depuis que l'immigration a été organisée par l'impérialisme français pour les besoins de l'industrie et de l'économie, jamais le combat n'a cessé. Des grandes manifestations interdites contre la guerre en Algérie (dont le massacre du 17 octobre 1961) jusqu'à Saint-Bernard en 1996, en passant par les luttes contre les lois Barre-Bonnet-Stoleru en 1977, la grande lutte des résidents des foyers Sonacotra en 1978, la grève à Talbot en 1983 contre les licenciements accusée par le PS d'être « manipulée par les ayatollahs », la révolte contre les violences policières et le racisme dans les cités comme aux Minguettes à Lyon en 1983, puis la Marche pour l'Égalité et contre le Racisme en 1984, le combat contre le Code de la Nationalité en 1987, contre les lois Pasqua-Debré entre 1986 et 1997, la création du Comité contre la Double Peine puis du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues dans les années 90, cela n'a été qu'une suite de combats renouvelés.

Après, tout a continué, dans la violence et dans la mobilisation, contre tous les gouvernements de droite et de gauche, car Cresson, Joxe, Marchand, Rocard, Chevènement, Valls ou autres ministres PS ont eu exactement la même politique et les mêmes raisonnements que les ministres de droite Hortefeux, Besson ou Darmanin. Nous avons donc eu le combat contre le CESEDA créé en 2005, les grandes grèves organisées par la CGT et d'autres syndicats à partir de 2007 pour la régularisation par le travail (mais toujours au « cas par cas »...), l'arrivée et l'accueil des migrants par la Méditerranée fuyant les guerres et la misère, la poursuite du combat éternel des quartiers contre les violences policières et le racisme meurtrier, les grandes grèves des femmes de l'hôtellerie dans les années 2010 et 2020, les mineurs isolés de RESF à Belleville. Et cela va bien sûr continuer.

Première, deuxième, troisième génération, jamais la lutte pour l'unité de la classe ouvrière française et immigrée, contre le racisme et les violences de l'Etat n'a cessé. Jamais.

Elle a concerné tous les aspects de la vie, les papiers bien sûr, le travail et la précarité, le salaire et les licenciements, le logement et les squats, les études, le racisme, les violences, la prison et la rétention, contre tous les politiciens de droite et de gauche (PC compris). Ce ne sont pas des « petites » luttes éparpillées sur des « petits » sujets, c'est **le**

combat universel d'une fraction du prolétariat pour l'égalité des droits, le respect et la libre circulation.

Car si une petite partie des immigrés se sont « intégrés » (au sens où les bourgeois l'entendent), sont devenus cadres, techniciens, travailleurs sociaux ou journalistes, la très grande majorité sont restés prolétaires, dans les métiers les plus durs, les plus exploités, les plus précaires.

Les morts du BTP ? C'est eux. Les Femmes de chambre surexploitées ? C'est elles. Les éboueurs ? C'est eux. Les travailleurs agricoles ? C'est eux. Les clandestins du textile ? C'est elles. Les vigiles ? C'est eux, et ainsi de suite.

Notre combat, ce n'est pas celui d'imaginer un paradis des « droits égaux », de la « circulation libre », de « la justice et de la paix », même si aujourd'hui ça en passe par ces revendications immédiates et justes. Notre combat, c'est de faire tomber toutes les discriminations pour renforcer l'unité des exploités contre les ennemis communs, bourgeois, racistes et impérialistes.

Pourtant, d'année en année, de décennie en décennie de combat, le constat est amer. La situation générale de nos camarades migrants, sans-papiers, ou même en règle, se dégrade, le racisme se lâche, la division se répand.

Tous les politiciens sont dans le même moule, soumis à la pression des racistes, toujours plus répressifs, toujours plus exigeants, toujours plus racistes et islamophobes.

Ah, ils peuvent bien s'engager à abroger la loi Darmanin ! Et les 29 lois antérieures, ils font quoi avec ?

Défendent-ils l'égalité complète de tous les droits ? Y compris le droit d'élire et d'être élu ? Y compris l'accès à la Fonction Publique ?

Défendent-ils la régularisation de tous les sans-papiers ?

Défendent-ils la libre circulation des travailleurs ? D'ailleurs comment se fait-il que ce vieux mot d'ordre du mouvement de solidarité ait disparu de l'appel cette année ? On ne serait pas un peu opportuniste vis-à-vis du Nouveau Front Populaire ?

Défendent-ils l'abrogation du CESEDA et la carte automatique de dix ans ?

Non bien sûr. Ils sont dans la logique des règles économiques, des « métiers en tension », des régularisations au « cas par cas » selon des critères patronaux et racistes.

Voilà des décennies que nous nous battons, d'une loi ou d'une circulaire à l'autre, dans un combat sans fin.

Il est temps d'ouvrir les yeux. En face de nous, ce sont les patrons et les gouvernants, c'est l'exploitation capitaliste et son « système » bien rôdé pour avoir une chair à patron précaire et disponible dans toutes les conditions, soumise et docile.

Il est temps d'en finir avec ce système. Il est temps d'en finir avec les combats éparpillés.

Il est temps de nous regrouper pour faire de la politique, la vraie politique des prolétaires, pour construire un projet, une organisation pour mettre à bas le capitalisme.

Il est temps de s'engager avec les maoïstes de Voie Prolétarienne, celles et ceux qui luttent depuis longtemps pour construire le Parti révolutionnaire qui nous manque tant...